



Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/Vente-de-la-Maison-de-Radio-Canada-Radio-Canada-doit-attendre-apres-les>

Vente de la Maison de Radio-Canada - Radio-Canada doit attendre après les élections pour décider de l'avenir de la MRC (FNC-CSN)

- Communiqués -

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

MONTRÉAL, le 7 mai 2015 - Le Syndicat des communications de Radio-Canada (FNC-CSN) se réjouit de la décision de la haute direction de Radio-Canada/CBC de ne pas retenir la proposition déposée par le consortium Média Cité dans le processus de vente de la Maison de Radio-Canada (MRC) et de ses espaces de stationnement à Montréal. Média Cité demeure le seul promoteur encore sur les rangs de ce projet qui aurait été réalisé en partenariat public-privé.

Le SCRC demande maintenant à la haute direction de Radio-Canada de surseoir à tout processus de vente ou de cession de la MRC d'ici les résultats de la prochaine élection.

« Il nous apparaissait de plus en plus évident que la vente de la MRC et le réaménagement subséquent des installations de Radio-Canada/CBC à Montréal aurait hypothéqué de manière irréversible la capacité de production et de diffusion publique », affirme la présidente du SCRC, Isabelle Montpetit.

Rappelons que selon la dernière version du projet, Radio-Canada n'aurait disposé que d'un seul et unique studio, alors que la MRC en compte actuellement douze.

Le syndicat était par ailleurs très inquiet de l'opacité du processus, qui ne permettait pas d'évaluer les gains et les coûts financiers de la transaction. Faute d'informations suffisantes, il demeure très difficile de mesurer l'impact du projet sur les emplois, la production télévisuelle et la poursuite du mandat de Radio-Canada/CBC. Cette décision vient donc suspendre une démarche hautement questionnable.

Média Cité restait le seul soumissionnaire en lice après le retrait de SNC/Lavalin et des Partenaires du développement de la Maison. Son offre n'a pas été retenue par Radio-Canada en raison de non conformités importantes. Média Cité était piloté par la firme de gestion immobilière Busac associée, entre autres, à l'échec immobilier majeur de l'Îlot Voyageur.

À quelques mois d'une élection, cet arrêt nous semble donc propice à une nouvelle discussion sur la vocation et la restauration de la tour de Radio-Canada, un symbole culturel fort dans le paysage montréalais. Il est clair que le processus de cession de l'immeuble, construit il y a seulement 42 ans, a été engagé à cause des moyens financiers étriqués de la Société.

La conjoncture médiatique difficile ne justifie pas la baisse constante du financement et les compressions budgétaires qui minent la production télévisuelle et radiophonique et qui entraînent la fermeture du costumier, celle des ateliers de décors et de la bibliothèque.

Le SCRC croit que les Canadiennes et les Canadiens, véritables propriétaires de la Société, n'appuient pas ces orientations. D'ailleurs, hormis les conservateurs, la plupart des partis politiques fédéraux ont pris des engagements clairs envers un meilleur appui au producteur et au diffuseur public. « Il faudrait donc que les membres du conseil d'administration de Radio-Canada, mandataires de la société publique, agissent de manière responsable et évitent de prendre des décisions précipitées d'ici l'échéance électorale du 19 octobre », conclut Isabelle Montpetit.

Le Syndicat des communications de Radio-Canada, affilié à la Fédération nationale des communications et à la Confédération des syndicats nationaux (SCRC-FNC-CSN), représente 1500 membres au Québec et à Moncton.